

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4755

[2004/203818]

**2 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une prime aux entreprises qui réalisent des investissements amenant un développement du transport par voies navigables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a);

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a);

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 2 septembre 2003 et le 28 juin 2004;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 2 septembre 2003 et le 26 août 2004;

Vu l'approbation de la Commission européenne sur le régime d'aide d'Etat N4/2004, du 16 juin 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37.691/4, donné le 21 octobre 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale et inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises, ci-après dénommée « l'entreprise », peut bénéficier d'une prime à l'investissement, ci-après dénommée « la prime », représentant 21 % s'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprises ou s'il s'agit d'une grande entreprises, le taux visé à l'article 6, alinéa 4, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, sans que cette prime n'excède 200.000 euros par an et par entreprise.

**Art. 2.** Peut bénéficier d'une prime l'entreprise qui réalise des investissements neufs dans des équipements fixes ou mobiles de superstructure nécessaires au transbordement de marchandises acheminées ou à acheminer par voies navigables, à l'exclusion des camions.

Ces investissements doivent constituer un ensemble d'opérations et de dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan sous la rubrique « immobilisés ».

Le montant des investissements éligibles doit s'élever, au minimum, à 25.000 euros.

**Art. 3.** L'entreprise sollicitant une prime doit respecter les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité, ainsi que les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

L'entreprise doit, en outre, respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

L'entreprise s'engage à réaliser et à conserver un trafic fluvial nouveau ou supplémentaire par rapport à un trafic existant, et ce pendant quatre ans à l'issue de l'année qui suit la réalisation des investissements.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise introduit un dossier auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée « l'administration », dans un délai de trois mois à dater du début des investissements.

Il y a lieu d'entendre par début des investissements, la date de la première facture. Des factures enregistrées avant le délai de trois mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être acceptées par le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions ou le fonctionnaire délégué de l'administration dans des cas exceptionnels et dûment justifiés.

§ 2. L'administration transmet le dossier à l'Office de Promotion des Voies navigables du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, afin que celui-ci fixe le tonnage nouveau ou supplémentaire de transport par voie d'eau auquel l'entreprise doit s'engager.

§ 3. Les investissements doivent être terminés au plus tard vingt-quatre mois après la date de l'introduction du dossier.

**Art. 5.** Le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions prend la décision et transmet celle-ci à l'administration pour notification à l'entreprise. La décision comprend, notamment, le tonnage nouveau ou supplémentaire de transport par voie d'eau que l'entreprise s'engage à réaliser et à maintenir.

**Art. 6.** Le versement de la prime est subordonné à la demande de l'entreprise, qui ne peut intervenir qu'après réalisation et paiement de la totalité des investissements et pour autant qu'elle respecte les conditions visées à l'article 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 7.** Tout versement de la prime est subordonné au contrôle de la réalisation des investissements par l'administration. Ce contrôle est effectué en collaboration avec l'Office de Promotion des Voies navigables, soit sur base de pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

L'administration contrôle également la condition visée à l'article 3, alinéa 3. Dans le cas où le tonnage n'est pas réalisé durant la période visée à l'article 3, alinéa 3, la prime doit être restituée.

**Art. 8.** L'entreprise ayant bénéficié de la prime doit la restituer si dans un délai de cinq ans à partir de la date de la fin de la réalisation des investissements, elle n'utilise pas, aliène ou cesse d'utiliser aux fins et conditions prévues, les investissements ayant fait l'objet de la prime.

**Art. 9.** La prime ne peut être cumulée avec aucune autre subvention régionale, nationale ou communautaire.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2007.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 décembre 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,  
J.-C. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4755

[2004/203818]

**2. DEZEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die Investitionen tätigen, die zur Förderung des Transports auf den Wasserstrassen führen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere des Artikels 5 § 1 2° a);

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere des Artikels 5 § 1 2° a);

Aufgrund der am 2. September 2003 und 28. Juni 2004 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. September 2003 und 26. August 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 16. Juni 2004 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission zur staatlichen Beihilferegulierung N4/2004;

Aufgrund des am 21. Oktober 2004 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.691/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und der Beschäftigung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Jede natürliche Person oder jede juristische Person, die als bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen («Banque-Carrefour des Entreprises») eingetragene Handelsgesellschaft eingerichtet ist, nachstehend «der Betrieb» genannt, kann in den Genuss einer Investitionsprämie, nachstehend «die Prämie» genannt, gelangen. Im Falle eines Klein- oder Mittelbetriebs beläuft sich diese Prämie auf 21 % und im Falle eines Großbetriebs beläuft sich die Prämie auf den in Art. 6 Absatz 4 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe erwähnten Satz, wobei diese Prämie 200.000 Euro pro Jahr und pro Betrieb nicht übersteigen kann.

**Art. 2** - Jeder Betrieb, der neue Investitionen tätigt für ortsfeste oder bewegliche Hochbau-Ausrüstungen für den Umschlag von Gütern, die über Wasserstraßen transportiert wurden oder werden, mit Ausnahme von Lkws, kann in den Genuss einer Prämie gelangen.

Diese Investitionen müssen eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen darstellen, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter der Rubrik «Anlagevermögen» angeführt sein müssen.

Der Betrag der prämierten Investitionen muss sich auf mindestens 25.000 Euro belaufen.

**Art. 3** - Der Betrieb, der eine Prämie beantragt, muss die gesetzlichen Bestimmungen beachten, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, sowie die steuerlichen, sozialen und umweltrechtlichen Gesetzesbestimmungen und Verordnungen.

Der Betrieb muss zudem die gesamten Bestimmungen in Sachen Buchhaltung und Jahresabschluss beachten, die durch das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen vorgeschrieben sind.

Der Betrieb verpflichtet sich dazu, im Verhältnis zum bestehenden Verkehr einen neuen oder zusätzlichen Binnenschiffsverkehr zu erreichen und zu erhalten, und dies während vier Jahren ab dem Ende des Jahres nach der Tätigkeit der Investitionen.

**Art. 4** - § 1. Der Betrieb reicht eine Akte bei der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend «die Verwaltung» genannt, innerhalb drei Monaten nach dem Anfang der Investitionen ein.

Unter Anfang der Investitionen versteht man das Datum der ersten Rechnung. Rechnungen, die vor der in Absatz 1 erwähnten Frist von drei Monaten eingetragen wurden, können in außerordentlichen, gebührend begründeten Fällen vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, oder vom beauftragten Beamten der Verwaltung angenommen werden.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt die Akte dem «Office de Promotion des Voies navigables» (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, damit diese Stelle den neuen oder zusätzlichen Tonnengehalt des Transports auf der Wasserstraße, für den sich der Betrieb verpflichten muss, festlegen kann.

§ 3. Die Investitionen müssen spätestens vierundzwanzig Monate nach dem Datum der Einreichung der Akte abgeschlossen sein.

**Art. 5** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, fasst den Beschluss und übermittelt diesen der Verwaltung; letztere stellt diesen Beschluss dem Betrieb zu. In diesem Beschluss werden insbesondere der neue oder zusätzliche Tonnengehalt des Transports auf der Wasserstraße angegeben, den der Betrieb sich verpflichtet, zu erreichen und zu erhalten.

**Art. 6** - Die Prämie wird nur dann überwiesen, nachdem der Betrieb einen betreffenden Antrag gestellt hat; dieser kann nur dann eingereicht werden, wenn die gesamten Investitionen durchgeführt und bezahlt sind, unter der Bedingung, dass die in Art. 3 Absatz 1 und 2 festgelegten Bedingungen beachtet werden.

**Art. 7** - Jede Überweisung der Prämie unterliegt ebenfalls einer Kontrolle der Verwaltung bezüglich der tatsächlichen Durchführung der Investitionen. Diese Kontrolle kann in Zusammenarbeit mit dem «Office de Promotion des Voies navigables» entweder auf der Grundlage von Belegen, die vom Betrieb übermittelt werden, oder vor Ort durchgeführt werden.

Die Verwaltung kontrolliert ebenfalls die in Art. 3 Absatz 3 erwähnte Bedingung. Falls der Tonnengehalt während des in Art. 3 Absatz 3 erwähnten Zeitraums nicht erreicht wird, muss die Prämie zurückerstattet werden.

**Art. 8** - Der Betrieb, der in den Genuss der Prämie gelangt ist, muss sie zurückerstatten, falls er die Investitionen, für welche die Prämie gewährt worden war, innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren ab dem Datum, an dem diese Investitionen beendet sind, nicht benutzt, sie veräußert oder nicht mehr zu den vorgesehenen Zwecken und Bedingungen gebraucht.

**Art. 9** - Die Prämie kann mit keiner anderen regionalen, nationalen oder gemeinschaftlichen Subvention zusammen bezogen werden.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2004 wirksam und verliert seine Wirkung am 31. Dezember 2007.

**Art. 11** - Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Dezember 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,  
J.-C. MARCOURT

---

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4755

[2004/203818]

**2 DECEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een premie aan de ondernemingen die investeringen verrichten voor de ontwikkeling van het vervoer over de bevaarbare waterwegen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote Ondernemingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, a);

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, a);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 september 2003 en 28 juni 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2003 en 26 augustus 2004;

Gelet op de goedkeuring van de staatssteunregeling N4/2004 door de Europese Commissie op 16 juni 2004;

Gelet op het advies nr. 37.691/4 van de Raad van State, uitgebracht op 21 oktober 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Elke natuurlijke of rechtspersoon opgericht in de vorm van een bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen ingeschreven handelsvennootschap, hierna « de onderneming » genoemd, kan in aanmerking komen voor een investeringspremie, hierna « de premie » genoemd, die gelijk is aan 21 % voor een kleine of middelgrote onderneming. Een grote onderneming komt in aanmerking voor het percentage bedoeld in artikel 6, vierde lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, voorzover de premie niet meer bedraagt dan 200.000 euro per jaar en per onderneming.

**Art. 2.** Er kan een premie verleend worden aan de onderneming die nieuwe investeringen verricht in vaste of mobiele suprastructuuruitrustingen die nodig zijn voor de overslag van via bevaarbare waterwegen aangevoerde of aan te voeren goederen, met uitzondering van vrachtwagens.

Deze investeringen vormen een geheel van verrichtingen en uitgaven die bij de balans activa noodzakelijkerwijs onder de rubriek « vastleggingen » geboekt moeten worden. De in aanmerking komende investeringen bedragen minstens 25.000 euro.

**Art. 3.** De onderneming die een premie aanvraagt, voldoet aan de wetsbepalingen betreffende de uitoefening van haar activiteit, alsook aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en -regelgevingen.

De onderneming voldoet aan het geheel van de bepalingen betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen bedoeld in de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

De onderneming verbindt zich ertoe bovenop het bestaande trafiek een nieuw of bijkomend waterwegtrafiek tot stand te brengen of te handhaven gedurende vier jaar na afloop van het jaar na de verrichting van de investeringen.

**Art. 4. § 1.** De onderneming dient binnen drie maanden na de aanvangdatum van de investeringen een dossier in bij het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna « de administratie » genoemd.

Onder aanvang van de investeringen wordt de datum van de eerste factuur verstaan. In uitzonderlijke en behoorlijk gerechtvaardigde gevallen kunnen facturen die vóór de in het eerst lid bedoelde termijn van drie maanden geregistreerd worden door de Minister van Economie en K.M.O.'s of door de afgevaardigde ambtenaar van de administratie aanvaard worden.

§ 2. De administratie maakt het dossier over aan de « Office de Promotion des Voies navigables » (Dienst bevordering bevaarbare waterwegen) van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer zodat de nieuwe of bijkomende tonnage vervoer over de bevaarbare waterwegen waartoe de onderneming zich verbindt door genoemd Ministerie vastgelegd kan worden.

§ 3. De investeringen worden uiterlijk vierentwintig maanden na de datum van indiening van het dossier beëindigd.

**Art. 5.** De Minister van Economie en K.M.O.'s neemt zijn beslissing en deelt ze mee aan de administratie, die de onderneming informeert. De beslissing slaat o.a. op de nieuwe of bijkomende tonnenmaat die de onderneming zich ertoe verbindt tot stand te brengen of te handhaven.

**Art. 6.** De storting van de premie is afhankelijk van de aanvraag van de onderneming. Ze kan pas toegekend worden na verrichting en betaling van de globale investeringen en voor zover de voorwaarden bedoeld in artikel 3 vervuld zijn.

**Art. 7.** Vooraleer de premie gestort wordt, gaat de administratie na of de investeringen verricht werden. Die controle wordt in samenwerking met de « Office de Promotion des Voies navigables » uitgevoerd, hetzij op basis van stukken overgemaakt door de onderneming, hetzij ter plaatse.

De administratie gaat ook na of de voorwaarde bedoeld in artikel 3, derde lid, vervuld is. Als de tonnenmaat niet gehaald wordt gedurende de periode bedoeld in artikel 3, derde lid, wordt de premie ingeleverd.

**Art. 8.** De onderneming die de premie heeft ontvangen, levert ze in binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van de einddatum van de verrichting van de investeringen als ze de investeringen die het voorwerp van de premie hebben uitgemaakt, niet gebruikt, vervreemdt of niet langer gebruikt in het raam van de te halen doelstellingen en onder de gestelde voorwaarden.

**Art. 9.** De premie mag niet gecumuleerd worden met een andere gewestelijke, nationale of gemeenschappelijke subsidie.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2007.

**Art. 11.** De Minister van Economie en Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 december 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT